Bien-être de l'enfance.—Le chapitre 31 est un amendement à la loi sur l'enfance; il fixe l'âge des enfants qui y sont soumis, traite des fonds perçus par les sociétés d'aide à l'enfance et des délits commis par les enfants.

Compagnies.—Le chapitre 11 amende la loi sur les compagnies, en ce qui concerne leur constitution, leur incorporation, les actions et obligations par elles émises et la licence que doivent se procurer les compagnies dont le siège est en dehors de la province. Le chapitre 12 amende la loi sur les compagnies fiduciaires concernant leur enregistrement et leur licence et le chapitre 15 amende la loi sur les associations coopératives, en ce qui concerne la distribution des bénéfices et les voies de coercition pour contraindre à l'exécution des contrats.

Instruction publique.—Le chapitre 64 fusionne et codifie les lois scolaires antérieures et crée un ministère de l'Instruction publique. Les districts scolaires sont classifiés et un système général d'écoles provinciales établi; des dispositions sont prises pour l'élection des syndics, la nomination des inspecteurs et des instituteurs; cette loi règle aussi la question des subventions aux écoles par la province et la régie interne des écoles.

Elections.—Le chapitre 22 amende la loi sur les élections municipales, en ce qui concerne la définition du term "feu et lieu"; il traite aussi des dépenses entraînées par le recompte des votes.

Finances.—Le chapitre 45 autorise l'emprunt d'une somme de \$3,500,000 devant servir à l'achat de terrains et d'édifices publics. Le chapitre 62 amende la loi sur le revenu, autorise un emprunt pour le remboursement d'une dette provinciale et la substitution de certaines obligations à d'autres, lorsque c'est nécessaire. Le chapitre 74 ratifie la dépense d'une somme de \$46,714, pour les besoins de l'exercice budgétaire terminé le 31 mars 1922, met à la disposition du gouvernement une somme supplémentaire de \$301,725 pour l'exercice 1923 et de \$20,097,300 pour l'année 1924.

Forêts.—Le chapitre 41 amende la loi sur les forêts. De nouvelles dispositions permettent la délivrance de permis de coupe de bois, à titre gratuit, dans certains cas; il y est aussi traité de la prévention des feux de forêt et des moyens destinés à les combattre.

Assurance.—Le chapitre 32 exige que les compagnies d'assurance contre l'incendie opérant dans la province et leurs agents soient munis d'une licence. Les chapitres 34 et 35 établissent des règles uniformes au regard des conditions des polices d'assurance contre les accidents et la maladie, ainsi que l'assurance des automobiles.

Travail, hygiène et prévoyance sociale.—Le chapitre 6 amende la loi sur l'amélioration du logement, ratifie et valide les dépenses imprévues faites par les municipalités pour s'y conformer. Le chapitre 9 traite de l'éducation des enfants illégitimes. Le chapitre 35 dispose que la loi sur les manufactures s'appliquera désormais aux blanchisseries. Le chapitre 45 amende la loi sur la vente des boissons spiritueuses par le gouvernement, au regard des licences et de leur coût, des restrictions à la vente, des pénalités et de la disposition des bénéfices réalisés. Le chapitre 48 autorise la pratique de la médecine par les "chiropracteurs". Le chapitre 67 crée le droit des parents à une pension alimentaire par leurs enfants. Le chapitre 86 amende la loi sur les accidents du travail en ce qui concerne les paiements à faire par les patrons, la procédure à suivre en cas de résistance de ceux-ci et la juridiction de la commission.

Mines.—Le chapitre 36 ou loi ratifiant la convention sur l'examen des gisements de minerai de fer, régleme les pouvoirs du Ministre des Mines en ce qui concerne